



SECRETARIAT GENERAL

**SERVICE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA PROSPECTIVE**

Bilan d'activité 2017
et
Programme de travail 2018

Agreste : la statistique agricole

www.agreste.agriculture.gouv.fr

Bilan d'activité 2017

SYNTHÈSE

Le service de la statistique et de la prospective contribue, par sa production de statistiques et d'études, à éclairer le débat public sur les domaines de compétence du ministère en charge de l'agriculture. En mobilisant les données et analyses dont il dispose, il apporte également un appui dans la conception des politiques publiques en amont de la décision et dans le suivi des politiques et l'évaluation de leurs résultats.

S'agissant de la connaissance des structures de production, la collecte de l'enquête européenne sur la structure des exploitations agricoles 2016 s'est achevée en 2017 et de premiers résultats ont été transmis en fin d'année à Eurostat. Cette enquête est conduite auprès de plus de 50 000 exploitations pour actualiser les résultats du recensement de 2010. Des premiers travaux ont également été engagés sur la préparation du recensement agricole de 2020.

Pour ce qui concerne la mesure de l'occupation des sols, l'enquête *Teruti* a été profondément renouvelée afin d'intensifier l'observation dans les zones ayant de plus fortes probabilités de changement de couverture des sols. La collecte de ce nouveau dispositif d'observation a commencé en fin d'année et devrait permettre de produire des résultats plus précis au niveau départemental en cumulant deux années consécutives de collecte.

Le suivi des pratiques agricoles s'est enrichi de nombreux travaux. Une enquête sur les pratiques phytosanitaires en viticulture a été collectée en début d'année et des résultats très détaillés sur les pratiques agricoles issus de plusieurs enquêtes antérieures ont été diffusés. Les données fiscales appariées à l'enquête *Structure 2013* ont été mobilisées pour analyser les performances économiques des exploitations bio en viticulture, lait et maraîchage. S'agissant des pratiques d'élevage, des résultats détaillés sur les bovins ont été diffusés à partir de l'enquête conduite en 2016 (conditions de logement, gestion des effluents, pratiques sanitaires, soins des animaux...).

Le SSP a été mobilisé pour de nombreux chiffrages et simulations visant à éclairer la décision publique (zones défavorisées, ICHN, fiscalité agricole...). L'activité du service a également été importante en terme de prospective, avec plusieurs chantiers largement valorisés au cours de l'année : prospective sur la mondialisation des systèmes alimentaires « *MOND'Alim 2030* » ; prospective sur les métiers et les compétences liés à l'enseignement agricole conduite avec la DGER ; prospective sur les comportements alimentaires de demain. S'agissant du programme ministériel d'études, cinq nouvelles études ont été lancées, six rapports ont été publiés et un séminaire intermédiaire a été organisé dans le cadre de l'appel à projets de recherche sur la compétitivité. Au delà de ces chantiers, le service a continué à développer ses activités d'appui et de conseil en matière de prospective (PAC post-2020) ou d'évaluation de politiques publiques (agro-écologie, valorisation des évaluations PDRH et ICHN, étiquetage de l'origine du lait et des viandes utilisés comme ingrédients...) et a été sollicité pour réaliser plusieurs formations sur ces sujets. Les activités de coopération se sont également poursuivies avec l'accueil de trois délégations (Balkans, Tunisie, Ukraine).

L'effort de modernisation des processus statistiques est resté un axe fort, avec le souci d'alléger la charge pour les enquêtés ainsi que le coût et les délais de production de l'information statistique. Une réflexion a ainsi été conduite tout au long de l'année avec les Srise et s'est concrétisée par un plan d'actions visant à alléger la charge et à mieux la répartir. Un travail important sur la qualité a également été engagé avec l'Insee et les autres SSM pour répondre aux recommandations de la revue européenne par les pairs de 2014 et de l'Autorité de la statistique publique. Des lignes directrices qualité des SSM ont ainsi été définies et un calendrier quadrimestriel des publications conjoncturelles précisant le jour et l'heure de diffusion a été mis en ligne sur le site Agreste.

Enfin, l'amélioration de l'accès aux données et aux publications de la statistique agricole est resté un objectif important. La refonte du site Disar, qui permet la production de tableaux multidimensionnels, a ainsi été poursuivie tout au long de l'année, le site rénové devant être ouvert au public au 1^{er} trimestre 2018. Dans le prolongement de ce premier chantier, les travaux de refonte du site Agreste ont été engagés.

BILAN DÉTAILLÉ

Le SSP a conduit en 2017, dans les délais requis, toutes les opérations statistiques régulières et obligatoires dans le cadre de règlements européens (Annexe 1). Il a suivi également mensuellement et annuellement la conjoncture agricole, agroalimentaire et forestière, dans le domaine des productions, des prix et du commerce extérieur et produit régulièrement des synthèses conjoncturelles.

La présentation qui suit met en exergue les travaux spécifiques à l'année 2017, par grandes thématiques.

I – Le SSP au service de la connaissance et des politiques publiques du ministère

1.1. Occupation des sols et filière bois

Utilisation du territoire

La mesure de l'occupation et de l'utilisation des sols constitue un enjeu important, dans un contexte où la déprise agricole et l'artificialisation des sols font l'objet d'une attention soutenue. Sur ce sujet, le dispositif de mesure du SSP, fondé sur l'enquête *Teruti*, a été profondément rénové en 2017 avec la mobilisation d'une stratification du territoire à partir des données administratives (RPG,...) et géographiques (BD-Topo,...) conduisant à intensifier l'observation dans les strates ayant de plus fortes probabilités de changement de couverture des sols. La collecte des 70 000 points de ce nouveau dispositif d'observation a commencé en fin d'année en France métropolitaine et devrait permettre de produire des résultats précis au niveau départemental en cumulant deux années consécutives de collecte.

Forêt, bois

La forêt, le bois et sa transformation sont au cœur de nombreuses problématiques (changement climatique, biodiversité, bioéconomie, stratégie bas-carbone, transition énergétique, utilisation des terres, construction...). La mise en place d'une cotation des bois ronds constitue l'une des actions prévue par le programme national de la forêt et du bois (PNFB). A la suite des échanges conduits entre la DGPE et les organisations professionnelles sur le sujet, il est apparu que l'enquête prix des grumes conduite par le SSP, utilisée jusqu'à présent pour produire des indices d'évolution, pourrait permettre de construire une telle cotation. Des travaux d'expertise ont donc été conduits sur ce sujet par le SSP au cours de l'année. Leurs résultats seront présentés aux professionnels en début d'année 2018 en vue d'une diffusion dans les supports de publication du SSP.

Dans le cadre du programme ministériel d'études, une étude sur la « *Scierie de feuillus du futur : quels choix stratégiques pour demain ?* » a été lancée, à la demande de la DGPE. Au-delà de l'accompagnement de la DGPE dans le lancement et le suivi de cette étude, le SSP a produit des analyses statistiques sur longue période à partir de l'enquête annuelle de branche sur les scieries afin de fournir des éléments de cadrage pour la réflexion.

1.2. Connaissance du tissu productif et des pratiques agricoles et agroalimentaires

Connaissance du tissu productif

S'agissant de la connaissance des structures de production agricoles, la collecte de l'enquête européenne sur la structure des exploitations agricoles 2016, conduite auprès de plus de 50 000 exploitations agricoles pour actualiser les résultats du recensement de 2010, s'est achevée en 2017. Les coefficients de produit brut standard (PBS) pour la période 2011-2015, destinés à être utilisés dans l'analyse des résultats de l'enquête, ont été transmis et validés à Eurostat et à la DGAGRI. Les premiers résultats de l'enquête ont été envoyés en fin d'année à Eurostat, et diverses publications de valorisation sont programmées en 2018.

De premiers travaux ont été engagés sur la préparation du recensement agricole de 2020. Ces travaux ont notamment porté sur les seuils de collecte au regard des exigences du nouveau règlement européen (IFS) qui impose de collecter des informations sur 98 % des SAU et 98 % des cheptels ; sur les possibilités de pré-remplir certaines informations à partir des bases de

données administratives ; sur la possibilité de collecter le tronc exhaustif du recensement par internet/téléphone, avec une première expérimentation en fin d'année sur une extension de l'enquête *Terres Labourables*.

Une étude sur les évolutions structurelles des exploitations laitières sur la décennie ayant précédé la levée des quotas a été conduite à partir d'une nouvelle base de données résultant de l'appariement de divers fichiers administratifs (base ADEL - Appariement des Données sur les Exploitations Laitières). Elle a donné lieu à une valorisation dans la collection *Analyse* et à un article publié dans la revue *NESE*.

Pratiques agricoles et agroalimentaires

Le suivi des pratiques agricoles s'est enrichi en 2017 de nombreux travaux. Une nouvelle enquête sur les pratiques phytosanitaires en viticulture a ainsi été collectée en début d'année, la diffusion des résultats étant prévue en 2018. Des résultats très détaillés sur les pratiques agricoles issus de plusieurs enquêtes antérieures ont été diffusés sur le site Agreste. Ces résultats, qui concernent les légumes, les fruits, la viticulture et les grandes cultures, portent sur une grande diversité de domaines (fertilisation, interventions, raisonnement, irrigation, pression parasitaire et traitements phytosanitaires...). S'agissant des pratiques d'élevage, des résultats très détaillés sur les bovins, issus de l'enquête de 2016 portant sur l'année 2015, ont été diffusés : conditions de logement, gestion des effluents, pratiques sanitaires, soins des animaux...

Une étude, diffusée dans la collection Insee Références « *Les acteurs économiques et l'environnement* », a mobilisé de façon originale les données fiscales appariées à l'enquête *Structure 2013* pour analyser les performances économiques des exploitations certifiées en bio dans trois domaines : viticulture, lait et maraîchage.

La gestion des déchets professionnels dans les exploitations agricoles a fait l'objet d'une étude spécifique, à partir de l'enquête *Structure 2013*. Cette étude, en partenariat avec Adivalor, organisme en charge de la valorisation des déchets agricoles, a été diffusée dans la collection *Agreste Primeur*. Dans cette même collection ont également été actualisés les résultats concernant les investissements des IAA pour protéger l'environnement, les derniers chiffres portant sur l'année 2015.

1.3. Le suivi des marchés et des filières

Plusieurs *Info rapides* (IR) se sont enrichis de données jointes à la publication (commerce extérieur, coûts de production). Pour plus de lisibilité, le contenu de la synthèse trimestrielle sur les IAA a été revu, avec une première partie privilégiant une analyse d'ensemble (production, prix, consommation, commerce extérieur), et une seconde partie présentant des 'fiches' détaillées par secteur.

Légumes et fruits

La coopération entre le SSP et FranceAgriMer en matière de publications sur les fruits et légumes s'est traduite par la rédaction des parties 'production' des bilans de campagne pour la tomate, le chou-fleur, les pêches-nectarines et la pomme. Un partenariat renforcé a été mis en place avec Interfel, notamment à travers la participation au groupe de travail « Suivi de marché », aux réunions de lancement de campagne et au groupe de travail « Indicateurs » en février 2017.

Un gros chantier a été le rebasement de l'indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) pour les fruits et légumes, avec une mise à jour des produits (58 espèces ou variétés), la sélection d'environ 450 séries élémentaires et le recalcul des pondérations. En parallèle, l'application actuelle a été adaptée et rénovée.

Filières animales

Les résultats de l'enquête triennale sur les Matières Premières utilisées en Alimentation Animale 2016 ont été diffusés.

Dans le domaine des statistiques laitières, l'*Info-rapides* Lait a été enrichi des prix du lait de chèvre et des travaux d'estimation portant sur le prix du lait AOP ont été conduits en vue d'une intégration dans la publication mensuelle en 2018.

Le contenu de l'*Info-Rapides* Bovins a été enrichi par des données issues de la Base de Données Nationales d'Identification (BDNI).

Commerce extérieur

Au delà d'un important travail de mise à jour / actualisation des nomenclatures douanières, plusieurs analyses spécifiques ont été menées sur le commerce extérieur, en réponse notamment à diverses demandes externes (DGPE, Odeadom, CGAAER, ...).

Suivi des prix

Les travaux de rebasement 2015 de l'enquête mensuelle sur l'observation des prix des consommations intermédiaires nécessaires aux agriculteurs (EPCIA) ont été conduits (renouvellement de l'échantillon d'unités enquêtées et de la liste des produits observés, recalcul des pondérations).

1.4. Performance économique, compétitivité

Les comptes macroéconomiques 2014-2016 de la branche agriculture au niveau national et régional ont été élaborés en collaboration avec l'Insee et diffusés à l'occasion de la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation (CCAN) de juillet 2017. Les résultats économiques des exploitations agricoles pour 2016, issus du RICA, ont été présentés lors de la CCAN de décembre 2017.

Des comparaisons européennes d'indicateurs de résultats d'exploitation ont été produites, à la demande de la mission du CGAAER sur la compétitivité. Des comparaisons européennes sur l'investissement dans l'agriculture et les IAA, à partir du RICA et des données Esane, ont également été présentées à l'atelier 14 « *Préparer l'avenir : quels investissements, quel accompagnement technique, quelle recherche pour une plus grande performance environnementale, sanitaire, sociale et économique ?* » des états généraux de l'alimentation (EGA). Dans le cadre de l'atelier 5 « *Rendre les prix d'achat des produits agricoles plus rémunérateurs pour les agriculteurs* », un ensemble de séries longues sur l'évolution de la valeur ajoutée, des prix en termes réels, mais également sur le RICA ont été présentées pour ouvrir le débat.

Dans le cadre de l'appel à projets de recherche « Comprendre et renforcer les compétitivités agricoles, agroalimentaires et forestières » lancé en octobre 2016, quatre projets ont été retenus : *Compétitivité des filières animales françaises* (pilote par l'INRA-UMR SMART), *Compétitivité hors coût des exploitations agricoles françaises* (VetAgro Sup Campus de Clermont-Ferrand, UMR METAFORT), *Compétitivité des filières locales pour la construction bois* (IRSTEA), et *Compétitivité des exploitations laitières françaises* (ENSFEA, LEREPS). Un séminaire intermédiaire a été organisé avec les auteurs des études en septembre.

1.5. Emploi, compétences, formations

Les enjeux touchant à la formation, aux qualifications et aux compétences sont régulièrement mis en avant comme leviers des politiques du ministère : diffusion des savoirs et développement de nouvelles compétences, adaptation aux changements, mobilités sectorielles et géographiques, renouvellement des générations, développement de l'emploi rural... Sur ces sujets, plusieurs travaux ont été lancés ou ont abouti au cours de l'année 2017.

L'étude du Programme ministériel d'études sur « *L'alternance sous statut scolaire dans l'enseignement agricole* », pilotée par la DGER, a été valorisée par la diffusion du rapport complet sur le site du ministère et la publication d'une synthèse dans la collection *Analyse*.

L'exercice de prospective sur les métiers et les compétences liés à l'enseignement agricole, conduit avec la DGER et un groupe d'experts au cours de l'année 2016, a été largement valorisé en 2017 : présentation des premiers résultats au Salon international de l'agriculture (SIA), publication du rapport en octobre 2017 puis de deux synthèses dans la collection *Analyse*, nombreuses interventions internes et externes au dernier trimestre.

Enfin, un chantier collectif d'analyse économique a été lancé sur les dynamiques et les évolutions des emplois et des activités agricoles. Ce chantier, dénommé *Actif'Agri*, associe une vingtaine d'experts externes et internes et se fixe comme objectif de produire un ouvrage analysant les grandes tendances clés de l'activité et de l'emploi agricoles avec des éclairages spécifiques sur le

secteur laitier, les conditions de travail, la pénibilité, les statuts d'emploi et les cessations précoces d'activité. Les déterminants majeurs sur l'emploi que sont la performance environnementale, l'innovation et le commerce seront creusés. Enfin, les effets sur l'emploi des politiques fiscales et sociales ciblant les activités agricoles et des politiques agricoles et structurelles seront discutés, en mobilisant notamment des simulations du modèle Magali 2.0.

1.6. Politiques publiques en direction des secteurs agricoles et agroalimentaires

Suivi des politiques publiques

Au 2^e trimestre 2017, un ensemble de données individuelles sur les aides de la PAC 2015, permettant la comparaison avec 2013 a été élaboré. Ces données ont notamment servi de support à plusieurs publications régionales sur le bilan de la PAC (Pays de Loire, Bourgogne-Franche Comté, Auvergne-Rhône-Alpes, Nouvelle Aquitaine). Un premier bilan descriptif de la mise en œuvre de la nouvelle PAC, intégrant les données 2016, est en cours de finalisation.

Évaluations / simulations ex ante

De nombreuses demandes de chiffrages et d'éléments quantitatifs ont émané des services en charge de l'élaboration des politiques publiques agricoles, notamment celles concernant les dispositifs d'aides directes et les mesures fiscales. Dans le contexte de la révision du zonage des zones défavorisées simples et de l'évolution éventuelle des conditions d'attribution de l'aide, d'importants travaux de simulations et de chiffrages concernant l'ICHN ont ainsi été conduits au 1^{er} trimestre et à nouveau en fin d'année. Des travaux de même nature ont également été conduits au printemps pour chiffrer les impacts de différents scénarios de transfert entre le 1^{er} et le 2^e pilier et des évolutions associées des taux de l'ICHN.

Dans le cadre de l'audit de la Commission européenne sur les aides couplées de la nouvelle programmation, à la demande de la DGPE, des travaux ont été conduits à partir du RICA pour documenter les différences de résultats économiques des bénéficiaires permettant de justifier les aides accordées. La réponse à la mission de la Cour des Comptes sur le FEAGA a également nécessité un important travail sur les données individuelles de la PAC pour élaborer des statistiques de synthèse sur les aides du 1^{er} pilier sur plusieurs années. Enfin, dans le cadre de la préparation de la PAC2020 et du nouveau cadre budgétaire européen, des chiffrages d'impact de différents scénarios budgétaires ont été fournis à la DGPE.

Dans le cadre des réflexions sur les outils de gestion des aléas, plusieurs analyses ont été conduites sur la variabilité inter-annuelle du résultat au niveau de l'exploitation, et sur le dimensionnement budgétaire de différents dispositifs de prise en charge de cette variabilité.

La nouvelle version du modèle Magali 2.0 distinguant la « ferme France » de type « élevage ou polyculture-élevage » de la « ferme France » de type « cultures » a été finalisée et un document méthodologique a été rédigé. Ce modèle pourra être utilisé pour simuler l'impact de divers changements de politiques publiques ou de chocs sur l'environnement macroéconomique.

Évaluations in itinere et ex post

Le SSP a apporté son appui à la DGPE pour l'organisation de l'évaluation de l'expérimentation du décret sur l'étiquetage obligatoire de l'origine du lait et des viandes en tant qu'ingrédients, dont le résultat est attendu fin 2018. Un appui méthodologique a également été apporté à la DGPE et à la DGAL pour préparer l'évaluation des programmes communautaires de consommation de fruits, de produits laitiers et de légumes à l'école.

Une évaluation des paramètres de l'ICHN sur la période 2007-2013 a été conduite, à la demande de la DGPE, dans le cadre du programme ministériel d'études et ses principaux résultats ont été valorisés dans la collection *Analyses* et dans la revue *NESE*.

1.7. Environnement, transition écologique

Le SSP a continué à assurer le secrétariat du comité d'évaluation du projet agro-écologique. Un rapport d'avancement valorisant les travaux effectués et donnant une perspective pour la suite a été publié en mars, avec une synthèse diffusée dans la collection *Analyse*. Le comité a également lancé deux études évaluatives qui ont démarré au début de l'année 2017 et se sont achevées en

fin d'année. Elles portent respectivement sur la prise en compte de l'agro-écologie dans les programmes régionaux de développement rural et sur son intégration dans les filières.

A la suite de l'adoption par la commission statistique de l'ONU en mars 2016 d'une liste de 229 indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable (ODD) répartis en 17 objectifs, des expertises sur ceux relevant du ministère de l'agriculture ont été conduites afin d'en préciser le contenu ou la méthodologie associée. En parallèle, le SSP a participé à partir de juin 2017 aux réunions du groupe de travail du Conseil national de l'information statistique (Cnis) sur la déclinaison française des ODD et contribué à l'identification des indicateurs relevant du champ du Ministère.

1.8. Systèmes alimentaires et conduites alimentaires

L'activité du service a été importante en terme de prospective sur ces sujets. La prospective sur la mondialisation des systèmes alimentaires, « *MOND'Alim 2030* », s'est ainsi achevée par la publication d'un ouvrage à la Documentation française, un séminaire de restitution public et de nombreuses présentations en interne comme à l'extérieur (plus d'une vingtaine d'interventions). La prospective sur les comportements alimentaires de demain, conduite avec la DGPE dans le cadre du programme ministériel d'études, a également donné lieu à de nombreuses valorisations, notamment à l'occasion des états généraux de l'alimentation.

Deux études du programme ministériel d'études ont été suivies au cours de l'année sur les thèmes « *Stratégies de choix des denrées alimentaires mises en œuvre par les États membres dans le cadre de l'aide européenne aux plus démunis et possibilités d'évolution du dispositif français* » et « *Analyse du commerce par internet de denrées alimentaires, notamment animales ou d'origine animale* ».

II. Le SSP au service de la modernisation de l'action publique

L'effort de modernisation et de simplification des processus statistiques est resté un axe fort du SSP, avec le souci d'alléger la charge pour les enquêtés ainsi que le coût et les délais de production de l'information statistique.

2.1. Modernisation et sécurisation du processus de production statistique

Rénovation des applicatifs de collecte

Plusieurs rénovations d'applicatifs de collecte sont entrés dans une phase opérationnelle en 2017. En 2017, les applicatifs de collecte des estimations de production en grandes cultures et légumes ont basculé sous le générateur d'application Capibara. Concernant la statistique agricole annuelle, la saisie s'est également effectuée sur la nouvelle application développée sous Capibara à compter de janvier 2017. Certaines difficultés en cours de collecte ont donné lieu à des expertises approfondies qui se traduiront par quelques évolutions en 2018. S'agissant du RICA, la collecte de l'exercice 2016 s'est aussi déroulée sur une nouvelle application RICA3 développée sous Capibara.

Les interfaces de saisie des enquêtes dans les branches « exploitation forestière et scierie » ont été améliorées pour simplifier la saisie des données par les exploitants. L'enquête annuelle de branche sous visa statistique portant sur les matières premières utilisées dans les produits de l'épicerie et de la nutrition spécialisée a été dématérialisée.

Mobilisation de données administratives et évolution des enquêtes

La mobilisation des données administratives en complément des enquêtes s'est poursuivie avec l'utilisation pour diverses opérations des fichiers des aides de la PAC, du casier viticole (CVI), du registre parcellaire géographique (RPG), de la BDNI, des données sur l'agriculture biologique et des fichiers de la MSA. En particulier, les données de la BDNI se sont substituées aux données issues des enquêtes d'abattages des bovins, depuis le 2^e trimestre 2017, certaines variables à faible enjeu étant désormais estimées à partir d'un modèle.

L'expertise des données de la base SIMOC concernant les mouvements d'ovins et caprins est en cours afin de déterminer s'il est possible de mettre à jour la base de sondage du SSP à partir de

cette source, en particulier pour le tirage des échantillons des enquêtes Cheptels, en complément du recensement ovins-caprins réalisé chaque année par les chambres d'agriculture.

Une réflexion sur le questionnaire de l'enquête sur les terres labourables a été conduite en 2017. Elle s'est attachée, en lien avec les Srise, à mieux prendre en compte les cultures en mélange, particulièrement présentes dans les exploitations en agriculture biologique, et à tester une nouvelle formulation des questions sur la commercialisation, à la suite des difficultés rencontrées lors de la collecte de l'enquête 2016.

La rénovation de l'enquête sur les stocks de pommes et de poires a continué avec la reprise au niveau national de la collecte des données pour la région Occitanie à compter de la campagne 2017/2018 et la préparation de la dématérialisation de cette enquête.

La démarche initiée en 2016 visant à améliorer et sécuriser le dispositif de validation des enquêtes s'est poursuivie en 2017. A la suite de l'expérience réalisée sur ESEA 2016, l'application facilitant la validation (Suival) a été mobilisée pour l'enquête sur les pratiques phytosanitaires en viticulture.

Développement d'un cadre qualité

Un travail important sur la qualité a également été engagé avec l'Insee et les autres SSM pour répondre aux recommandations de la revue européenne par les pairs de 2014 et de l'Autorité de la statistique publique. Des lignes directrices qualité des SSM ont ainsi été validées par le Comité du programme statistique de juin 2017. Une première mise en œuvre de ces lignes directrices s'est concrétisée en 2017 avec la diffusion sur le site Agreste, depuis le mois de septembre, d'un calendrier quadrimestriel des publications conjoncturelles (*Info Rapides*). Ce calendrier, actualisé tous les mois, annonce les jours et heures de parution des indicateurs, avec des dates engageantes pour le 1^{er} mois et révisables pour les 3 mois suivants. Le SSP a, par ailleurs, rendu public sur le site Agreste les règles d'embargo appliquées pour les différents utilisateurs (grand public, agences de presse, cabinets ministériels...).

2.2. Allègement de la charge

Une réflexion a été conduite tout au long de l'année avec les Srise et s'est concrétisée par un plan d'actions visant à alléger la charge de collecte en interne et à mieux la répartir. Le calendrier des remontées conjoncturelles sur les légumes a ainsi été allégé en début d'année et le nombre d'Info rapides ramené de 57 à 36. A partir de septembre, une deuxième phase d'ajustement sur les produits couverts et les régions répondantes a été conduite, en lien avec les Srise pour une mise en œuvre en 2018. Une expertise des remontées de la conjoncture fruits a également été engagée au cours du second semestre 2017. Enfin, l'allègement du calendrier de remontées des données concernant l'enquête sur les stocks de pommes et de poires a été mis en œuvre, avec 5 transmissions de données régionales au lieu de 10 par le passé.

Une expertise sur les possibilités d'allègement de la charge de réponse aux enquêtes de branche annuelles et mensuelles menées auprès des industries agroalimentaires, a été lancée, dans la perspective notamment d'une plus forte intégration dans le dispositif piloté par l'Insee sur l'ensemble de l'industrie. Cette expertise sera poursuivie en 2018 et une concertation organisée à ce sujet.

2.3. Modernisation de la diffusion des données

L'amélioration de l'accès aux données et aux publications de la statistique agricole est resté un objectif important. Dans ce contexte, la refonte du site Disar, qui permet la production de tableaux multidimensionnels, a été poursuivie tout au long de l'année, le site rénové devant être ouvert au public au 1^{er} trimestre 2018. Dans le prolongement de ce premier chantier, les travaux de refonte du site Agreste ont été engagés.

Les publications du SSP en 2017

Graph Agri, édition 2017

Mémento de la statistique agricole, édition 2017

Agreste Primeur

La gestion des déchets professionnels dans les exploitations agricoles en 2013 : Davantage de recours aux filières spécifiques - n°344 - mai 2017

Les matières premières dans les aliments composés pour animaux de ferme en 2015 : Davantage de recours aux tourteaux de tournesol - n°345 - juin 2017

Productions commercialisées des industries agroalimentaires : En 2016, baisse des ventes dans les filières animales - n°346 – juillet 2017

Dépenses des industries agroalimentaires pour protéger l'environnement : Nouvelle progression des investissements antipollution en 2015 - n°347 – novembre 2017

Les résultats économiques des exploitations en 2016 : une année difficile pour la plupart des productions - n°348 – décembre 2017

Récolte de bois et production de sciages en 2016 : légère hausse de la récolte de bois et de la production de sciages - n°349 – décembre 2017

Agreste Les Dossiers

Rapports présentés à la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation – Session du 13 décembre 2016 - n° 38 - février 2017

Apports de produits phytosanitaires en viticulture et climat : une analyse à partir des enquêtes pratiques culturales - n° 39 - mars 2017

Rapports présentés à la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation – Session du 6 juillet 2017 - n° 41 - septembre 2017

Agreste Chiffres & Données

Statistiques sur l'aviculture en 2015 – Série Agriculture n° 236 - janvier 2017

Les matières premières de l'alimentation animale en 2015 - Série Agroalimentaire n° 181 - mars 2017

Le bilan annuel de l'emploi agricole : résultats 2015 et estimations 2016 - Série Agriculture n° 238 - juillet 2017

Pratiques phytosanitaires sur les grandes cultures en 2014 : principaux résultats - Série Agriculture n° 239 - octobre 2017

RICA France : tableaux standards 2015 - Série Agriculture n° 240 - octobre 2017

L'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans l'agroalimentaire en 2016 - Série Agroalimentaire n° 182 – octobre 2017

Enquête annuelle laitière 2016 - Série Agroalimentaire n° 183 – octobre 2017

Prix des bois - Série Agriculture n° 241 - octobre 2017

Enquête Prodcom 2016 - Série Agroalimentaire n° 184 – novembre 2017

Récolte de bois et production de sciages en 2016 - Série Agriculture n° 242 - novembre 2017

Les dépenses des industries agroalimentaires pour protéger l'environnement en 2015 - Série Agroalimentaire n° 185 – décembre 2017

Pratiques culturales en viticulture : campagne 2013 - Série Agriculture n° 243 - décembre 2017

Pratiques culturales sur les légumes en 2013 : campagne 2012 - Série Agriculture n° 244 - décembre 2017

Pratiques culturales sur les fruits : campagne 2015 - Série Agriculture n° 245 - décembre 2017

Pratiques d'élevage 2015 : élevages de bovins - Série Agriculture n° 246 - décembre 2017

Agreste Conjoncture

4 panoramas constitués de 21 Synthèses - 1 Bilan conjoncturel annuel

191 Info-rapides (uniquement mis en ligne) : climatologie (12), prairie (7), grandes cultures (10), légumes (36), fruits (28), viticulture (4), animaux de boucherie abattages (33), animaux cheptels (5), aviculture (11), lait (11), bois et dérivés (2), prix agricoles et alimentaires, coûts de production (10), commerce extérieur agro-alimentaire (12).

Insee Références

"Les exploitations en agriculture biologique : quelles performances économiques ?" - *Les acteurs économiques et l'environnement*, Insee Références - édition 2017.

Analyse

Valorisation d'études financées par le Ministère

Les normes privées de durabilité, enjeu stratégique pour le commerce international et l'action publique - n°98 - février 2017

Comportements alimentaires de demain : les tendances à 2025 et leur diffusion aux acteurs de la filière - n°97 - février 2017

Évaluation de l'efficacité de la protection des troupeaux contre le loup (2009-2014) - n°99 - mars 2017

Mesures agro-environnementales et paiements pour services environnementaux : regards croisés sur deux instruments - n°104 - juillet 2017

Les formations par alternance sous statut scolaire dans l'enseignement agricole : enjeux et perspectives - n°105 - octobre 2017

Les chocs de prix des matières premières agricoles : déterminants et anticipation - n°107 - novembre 2017

Autres études

MOND'Alim 2030 : un regard prospectif sur la mondialisation des systèmes alimentaires - n°100 - mars 2017

La mondialisation par le commerce des produits alimentaires : tendances structurelles et exploration prospective - n°102 - juillet 2017

Les conduites alimentaires comme reflets de la mondialisation : tendances d'ici 2030 - n°103 - juillet 2017

La démarche évaluative de la politique agro-écologique : premiers outils et perspectives - n° 101 - mars 2017

Évaluation des paramètres de l'indemnité compensatoire de handicaps naturels (ICHN) : principaux résultats - n° 106 - novembre 2017

Les transformations du paysage laitier français avant la sortie des quotas - n° 108 - décembre 2017

L'enseignement technique agricole : diplômes, insertion et perspectives d'emploi - n° 109 - décembre 2017

La prospective des métiers et des qualifications liés à l'enseignement agricole : principaux enseignements issus des scénarios prospectifs - n° 110 - décembre 2017

Revue Notes et études socio-économiques

N° 42, Novembre 2017 :

Base de données ADEL et changements des exploitations laitières françaises

Évaluation de l'efficacité des mesures de protection des troupeaux contre le loup

L'alternance sous statut scolaire dans l'enseignement agricole

Rapports de prospective

MOND'Alim 2030 : Panorama prospectif de la mondialisation des systèmes alimentaires, 2017, *La Documentation française*

Prospective des métiers, qualifications et emplois liés à l'enseignement technique agricole, 2017

Rapports financés par le Ministère dans le cadre du Programme ministériel d'études

« Évaluation de l'efficacité des moyens de protection des troupeaux domestiques contre la prédation exercée par le loup » - *Terroiko – janvier 2017*

« Étude prospective sur les comportements alimentaires de demain et élaboration d'un dispositif de suivi des principales tendances de consommation à destination des entreprises de la filière alimentaire » - *Blézat Consulting, Crédoc, Deloitte Développement Durable – février 2017*

« Utilisation des marchés à terme par les acteurs commerciaux exposés à la volatilité des marchés de grains et du sucre » - *Sigma Terme – mars 2017*

« Les formations par alternance sous statut scolaire dans l'enseignement agricole » - *Amnyos Groupe – mars 2017*

« La production de lait AOP franc-comtoise : potentialité et dynamiques à l'horizon 2030 » - *ACTeon environnement et Institut de l'élevage – mars 2017*

« Stratégies de choix des denrées alimentaires mises en œuvre par les États membres dans le cadre de l'aide européenne aux plus démunis et possibilités d'évolution du dispositif » - *FORS Recherche Sociale - octobre 2017*

L'activité 2017 du SSP en quelques chiffres

Les publications du SSP en 2017

Dans le domaine statistique, ont été publiés en 2017 : l'édition 2017 du *GraphAgri* et du *Mémento*, 6 *Primeurs* (4-pages statistiques), 3 *Dossiers* et 16 *Chiffres et Données*.

Dans le domaine de la conjoncture, ont été mis en ligne 191 *Info-rapides*, 4 *Panoramas* et 1 *Bilan conjoncturel* annuel regroupant 19 *Synthèses* conjoncturelles.

Dans le domaine des études/évaluations, ont été publiés 14 *Analyses*, 2 numéros de la revue *Notes et études socio-économiques*, 11 *bulletins de veille* mensuels et 4 veilles spécifiques sur les sujets alimentaires.

Le programme ministériel d'études

5 nouvelles études ont été lancées sur les thématiques suivantes : *Évaluation de l'étiquetage obligatoire de l'origine des lait et viande en tant qu'ingrédients* ; *La scierie de feuillus du futur : quels choix stratégiques pour demain ?* ; *Conditions de déploiement d'un accompagnement stratégique vers une agriculture agro-écologique à bas niveau d'intrants* ; *Analyse du commerce par internet de denrées alimentaires, notamment animales ou d'origine animale* ; *Étude exploratoire pour la définition de zonages agricoles multi-enjeux*. 6 rapports ont été diffusés sur le site du ministère (cf. infra).

Les rencontres du CEP

Neuf « *Rencontres du CEP* » ont été organisées. Ces rencontres ont abordé des sujets variés : reconception des systèmes d'élevage et de culture à l'échelle territoriale ; ventes aux enchères de bois publics ; méthode ASIRPA d'évaluation des impacts de la recherche agronomique ; conseil des coopératives aux agriculteurs ; approche comportementale du recours aux Mesures Agro-Environnementales (MAEC) ; promesses de la bioéconomie ; financiarisation de l'agriculture en Afrique du Sud ; travail des salariés en élevage ; dynamiques territoriales de transition vers des systèmes agricoles durables.

Fréquentation des sites Internet

La fréquentation du site Agreste s'est élevée à 25 900 visiteurs par mois (+5,5%). Environ 575 demandes spécifiques d'informations ont par ailleurs été reçues (+44%).

20 *lettres d'info Agreste* ont été diffusées à plus de 5 000 abonnés (y compris ministère). Ces lettres permettent de suivre l'actualité des mises en ligne sur le site Agreste. 13 000 *alertes conjoncture* ont été diffusées aux abonnés aux publications conjoncturelles. Ces abonnés choisissent les thématiques qui les intéressent.

La fréquentation du site de données en ligne Disar se situe à environ 2 000 visiteurs différents par mois. 471 tableaux sont disponibles dans Disar V3 ; ils représentent 242 millions d'observations. 42 tableaux supplémentaires sont réservés au public des statisticiens.

L'entrepôt de publications numériques de la statistique publique Epsilon donne actuellement accès à 3 630 publications sur la statistique agricole (1 723 nationales et 1 907 régionales).

Outre une diffusion gratuite importante, 37 publications ont été vendues dont 31 *Graph Agri* édition 2016, et 6 *Agreste Dossiers* ; ce chiffre baisse en compensation de la diffusion gratuite *via* le site Agreste.

Accès des chercheurs aux données

En 2017, le comité du secret du Conseil national de l'information statistique (Cnis) a donné une habilitation pour 56 demandes d'accès de chercheurs aux données individuelles issues d'enquêtes statistiques, deux fois plus qu'en 2016. 4 demandes d'accès aux données du RICA ont également été accordées et 4 avenants de prolongation de convention ont été rédigés. Ces accès se font par l'intermédiaire du centre d'accès sécurisé à distance (CASD).

En 2017, plusieurs bases de données ont été nouvellement mis à disposition des chercheurs sur le CASD : enquête sur les matières premières de l'alimentation animale en 2015 (MPAA), enquête Pratiques d'élevage en 2015, RICA 2015.

Des données complémentaires à des bases existantes ont été transmises : fichiers quotas laitiers de 2011 à 2015 ainsi que deux notes techniques pour les campagnes 2011-2012 et 2013-2014, fichier d'identifiants des exploitations du recensement agricole 2010 (SIRET, PACAGE), fichier d'identifiants des exploitations de l'enquête structure 2013 (SIRET, PACAGE), fichier issu du RA 2010 contenant les identifiants des exploitations avec la date de conversion à l'agriculture biologique.

Programme de travail 2018

SYNTHÈSE

En 2018, le programme de travail du SSP restera largement structuré par des travaux réguliers, soumis à des réglementations européennes (suivi de la conjoncture végétale et animale, des IAA, du commerce extérieur, des prix et des intrants..).

La connaissance de l'évolution des structures de production agricole s'enrichira avec la valorisation des résultats de l'enquête *Structure 2016* et de l'enquête *Structure des vergers* collectée simultanément. La préparation du recensement se poursuivra, avec notamment plusieurs expérimentations de collecte par internet et téléphone auprès des exploitants agricoles, et la montée en qualité du répertoire des exploitations agricoles.

A la suite des demandes formulées ces derniers mois par le ministère et les professionnels, de nouveaux indicateurs statistiques sur le prix du lait AOP et sur la cotation des bois seront diffusés en cours d'année.

A partir de 2018, le SSP assurera le suivi statistique du secteur de la pêche et de l'aquaculture. L'enquête sur l'aquaculture sera exceptionnellement conduite sur les deux années de campagne 2016 et 2017, afin de retrouver un calendrier conforme aux obligations vis-à-vis d'Eurostat. Les données sur les résultats économiques de la pêche seront collectées puis valorisées.

S'agissant des pratiques agricoles, la valorisation de l'enquête sur les pratiques d'élevage s'achèvera avec la diffusion de résultats sur les porcins, les volailles et les ovins-caprins. Une enquête sur les pratiques culturales en grandes cultures sera collectée en début d'année tandis qu'en fin d'année sera collectée la 2^e enquête sur les traitements phytosanitaires en cultures légumières. La possibilité de mobiliser les données des logiciels privés de gestion des parcelles, en complément des enquêtes pratiques culturales, sera expertisée à partir du 2nd semestre.

Afin de mieux situer les performances du secteur agricole et agroalimentaire français au regard de ses partenaires européens et mondiaux, les comparaisons internationales à partir des données du commerce extérieur, du Rica européen et du dispositif Esane sur l'industrie agroalimentaire, se poursuivront.

Le SSP continuera à venir en appui aux directions du ministère pour la conception des politiques publiques sur divers sujets (fiscalité agricole, zones défavorisées et ICHN, PAC post 2020...). Au-delà des chiffrages et simulations *ex ante* à partir des bases de données disponibles, la nouvelle version du modèle Magali devrait permettre de disposer d'un outil important pour simuler l'impact de diverses modifications de politiques publiques.

L'appel à projets de recherche sur la compétitivité s'achèvera avec la tenue d'un séminaire de restitution à l'automne. Un nouvel appel à projets de recherche et de nouvelles études seront lancés dans le cadre du programme ministériel d'études tandis que celles en cours seront suivies et valorisées. Le chantier collectif d'analyse économique *Actif Agri*, lancé en septembre 2017, s'achèvera avec la diffusion d'un ouvrage et l'organisation d'un séminaire de restitution. Ce chantier vise à analyser les dynamiques et les évolutions des emplois et des activités agricoles, à partir des expertises croisées d'agents du CEP et d'un groupe d'experts et de chercheurs. En matière de prospective, un nouveau chantier collectif sera lancé au 1^{er} trimestre, reposant, comme les précédents, sur un groupe d'une vingtaine de personnes et débouchera sur la rédaction d'un ouvrage final après environ une année de travaux.

La mise en œuvre des pistes de réflexion et des actions identifiées dans le cadre des orientations de moyen terme du SSP et des Srise se poursuivra. Ces travaux s'inséreront dans une réflexion plus large au niveau de la statistique publique avec l'élaboration en cours d'année des orientations de moyen terme 2019-2023 de la statistique publique, sous l'égide du Conseil national de l'information statistique (Cnis).

Les travaux de refonte du site Agreste se poursuivront en vue d'une ouverture d'un site rénové fin 2018 ou début 2019.

PROGRAMME DÉTAILLÉ

En 2018, le SSP conduira toutes les opérations statistiques régulières et obligatoires dans le cadre de règlements européens. Il mettra également à disposition, sous les formes appropriées, des données, indicateurs et analyses permettant d'éclairer la conjoncture agricole et agroalimentaire.

La présentation qui suit met en exergue les travaux spécifiques à l'année 2018.

I – Le SSP au service de la connaissance et des politiques publiques du ministère

1.1. Occupation des sols et filière Bois

Utilisation du territoire

La collecte de l'enquête rénovée *Teruti* sera lancée sur un nouvel échantillon complémentaire à celui de 2017. L'extension de l'enquête aux DOM sera finalisée.

Parallèlement, des expertises seront conduites sur la possibilité de mieux stratifier le territoire à partir du fichier des permis de construire et à partir de l'évolution des observations spatiales. Pour ce qui concerne l'évolution des observations spatiales, une convention a été signée avec le Cesbio, l'IGN et l'Insee pour mettre à disposition les données individuelles de *Teruti* et identifier les points susceptibles d'avoir changé d'occupation. Une telle identification permettrait notamment de limiter le retour des enquêteurs sur les points déjà enquêtés une première fois.

Forêt, bois

En prévision du passage au comité du Label prévu pour 2019, un comité des utilisateurs de l'enquête de branche sur les exploitations forestières et scieries (EXF-SRI) sera réuni en fin d'année. Un nouveau questionnaire pourra être proposé pour simplifier la saisie pour les exploitants. Les procédures de relance de l'enquête seront par ailleurs optimisées en ciblant en priorité les plus grandes entreprises et en faisant appel, le cas échéant, à de nouvelles méthodes de relance par mail ou SMS.

Les travaux menés en 2017 sur la cotation des prix des bois seront présentés aux professionnels en février et seront ensuite diffusés dans les *Info rapides* Prix des bois.

L'étude « Scierie de feuillus du futur » lancée dans le cadre du programme ministériel d'études sera valorisée et un *Agreste Primeur* présentant une étude sur les structures des Scieries sera diffusé en cours d'année.

1.2. Connaissance du tissu productif et des pratiques agricoles et agroalimentaires

Connaissance du tissu productif

En 2018, la connaissance de l'évolution des structures de production agricoles s'enrichira avec la valorisation des résultats de l'enquête Structures 2016, dernière enquête Structures avant le recensement de 2020. Les résultats de l'enquête sur la structure des vergers seront également valorisés.

La préparation du recensement se poursuivra, avec notamment plusieurs expérimentations de collecte par Internet et téléphone auprès des exploitants agricoles. La montée en qualité du répertoire des exploitations agricoles sera également un objectif important, en vue de disposer de la base la plus complète d'exploitations avec des coordonnées mises à jour pour le recensement de 2020.

Pratiques agricoles et agroalimentaires

Deux enquêtes sur les pratiques agricoles seront collectées en 2018 : l'enquête sur les pratiques culturelles en grandes cultures en 2017 au 1^{er} semestre ; l'enquête sur les pratiques phytosanitaires en légumes au 2^e semestre 2018. Les résultats de l'enquête sur les pratiques phytosanitaires en viticulture au cours de la campagne 2016 seront valorisés.

La valorisation de l'enquête sur les pratiques d'élevage 2015 sera finalisée avec la diffusion, sous forme de *Chiffres et Données*, de tableaux détaillés sur les porcins, les volailles, les ovins et les caprins, sur des thématiques analogues à celles diffusées en 2017 sur les bovins. Une publication sera plus spécifiquement axée sur le volet « alimentation des animaux » de l'enquête. Enfin, des Agreste Primeur de synthèse seront diffusés avec l'appui de Srise en région.

L'analyse des performances économiques des exploitations en agriculture biologique à partir des bénéficiaires réels agricoles (BRA) appariés avec l'enquête Structure 2013 sera étendue à d'autres productions que celles analysées en 2017 (viticulture, lait, maraîchage). Elle pourrait être complétée par une analyse des productions sous signes de qualité ou d'origine. Une fois les résultats de l'enquête *Structure 2016* disponibles, cette analyse sera renouvelée sur l'année 2016, en rapprochant les données de cette enquête et les BRA.

1.3. Le suivi des marchés et des filières agricoles

A la suite des révisions, parfois significatives, de certaines estimations de production, un état des lieux de la qualité des estimations mensuelles précoces de production en grandes cultures sera réalisé. S'agissant du champ de ces estimations, des distinctions supplémentaires seront opérées pour certaines cultures (maïs humide ; distinction entre graine et semence pour le colza et le tournesol), des échanges étant conduits avec les professionnels pour sécuriser ces estimations.

Les travaux portant sur les enquêtes prairies régionales conduites en Auvergne et Limousin se poursuivront en 2018. Ils visent à estimer le nombre d'exploitations à suivre pour assurer une qualité suffisante de l'estimation de la production fourragère annuelle. Par ailleurs, une expertise des rendements fourragers de référence par petite région fourragère sera conduite au 1^{er} semestre, au moins pour ces deux régions.

La diffusion des données sur le commerce extérieur agroalimentaire français sera complétée d'une diffusion sur les échanges agroalimentaires des autres pays de l'UE, dans un format restant à préciser.

La nouvelle enquête sur les prix des consommations intermédiaires agricoles (EPCIA), issue des travaux de rebasement 2015, sera mise en production fin janvier en vue d'une diffusion à l'Insee des séries contribuant au calcul de l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) national. Sera également expertisée la faisabilité d'un IPAMPA par OTEX, en parallèle d'un indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) par OTEX.

Le travail de rénovation de la méthodologie de la valeur vénale des terres (VVT) sera poursuivi avec comme objectif une mise en œuvre en 2019 sur les données de l'année 2018. L'opération prix des vignes sera rattachée au reste de l'opération VVT.

La maquette des Info rapides (IR) sera rénovée avec la diffusion, en première page, de 2 ou 3 graphiques correspondants aux indicateurs clés. La mise en ligne de données complémentaires sera poursuivie et étendue à de nouvelles publications. Le format et le contenu du tableau de bord des IAA seront rénovés. La synthèse annuelle des IAA sera enrichie par l'introduction d'indicateurs de soldes de gestion (VA, EBE, investissements).

1.4. Le suivi de la pêche et de l'aquaculture

A partir de 2018, le SSP assurera le suivi statistique du secteur de la pêche et de l'aquaculture, précédemment assurée par le service statistique du Ministère de l'environnement (SDES). L'enquête annuelle sur l'aquaculture sera exceptionnellement conduite sur les deux années d'exercice 2016 et 2017, afin de rattraper le retard dans la diffusion des résultats et de retrouver ensuite un calendrier conforme aux obligations vis-à-vis d'Eurostat. En parallèle, un nouveau marché pluriannuel sera élaboré pour collecter à partir de 2019 les données de l'exercice 2018. Le nouveau recensement de l'aquaculture, après celui conduit en 2007, demandé au SSP par les organisations professionnelles et la DPMA, sera préparé au 2nd semestre. Les données sur les résultats économiques de la pêche seront collectées puis valorisées. Les données sur le suivi des pêches seront transmises à Eurostat en juin 2018.

1.5. Performance économique, compétitivité, innovation

Les comptes macroéconomiques 2015-2017 de la branche agriculture au niveau national et régional ainsi que le bilan des aides publiques au secteur agricole seront diffusés à la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation (CCAN) de juillet 2018. Les résultats économiques des exploitations agricoles pour 2017, issus du RICA, seront présentés à la CCAN de décembre 2018. Le rebasement des comptes des DOM depuis 2010 sera finalisé au cours du 1^{er} semestre.

Une restitution des résultats de l'appel à projets de recherche sur la Compétitivité sera organisée en septembre 2018. Un nouvel appel à projets de recherche sera lancé en cours d'année, au premier semestre, vraisemblablement sur la thématique *Mesurer, expliquer et améliorer le revenu des agriculteurs*.

Une étude sur la comparaison internationale des déterminants de la compétitivité agricole des exploitations, dont leur performance environnementale, pourrait être conduite avec le réseau d'analyse au niveau des exploitations agricoles de l'OCDE.

Les travaux contribuant à la réalisation du panorama des IAA de la DGPE seront réalisés au cours du premier semestre. Un dossier sur les comportements d'innovation dans les IAA sera publié et des comparaisons européennes seront conduites sur la compétitivité des entreprises agroalimentaires, avec des analyses plus approfondies de certaines filières (viandes ou lait).

Un axe d'analyse en 2018 concernera les découvertes et innovations susceptibles de modifier en profondeur l'agriculture et les systèmes alimentaires de demain. Une première étude analysera les principaux enjeux de l'utilisation des nanotechnologies dans l'agriculture et l'alimentation, entre promesses technologiques, incertitudes et gestion réglementaire. Une deuxième étude pourrait porter sur le potentiel de la technologie « blockchain » (technologie de stockage et de transmission d'information décentralisée) et ses promesses économiques. D'autres études pourraient s'intéresser aux opportunités et défis que représentent les nouvelles formes de financement en agriculture (instruments financiers européens destinés à remplacer les subventions, financements innovants en matière de développement) ; aux perspectives pour l'agriculture et l'alimentation de la révolution scientifique de la « nouvelle biologie » (épigénétique, CRISPR-Cas9, etc.) ; aux évolutions des métiers de la santé animale à l'heure du numérique (données plus précises, réseaux de surveillance, diagnostics à distance etc.).

1.5. Emploi, compétences, formations

Une analyse de l'emploi agricole, dans ses différentes composantes et en évolution sur longue période, sera présentée lors de la CCAN de juillet.

Le chantier collectif d'analyse économique *Actif' Agri*, lancé en septembre 2017, s'achèvera avec la diffusion d'un ouvrage et l'organisation d'un séminaire de restitution. Ce chantier vise à analyser les dynamiques et les évolutions des emplois et des activités agricoles, à partir des expertises croisées d'agents du SSP et d'un groupe d'experts et de chercheurs.

Le SSP participera aux travaux de l'Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte (ONEMEV), et aux travaux de France Stratégie et de la Dares pour Métiers 2027.

1.6. Politiques publiques de soutien au secteur agricole

Évaluation/Simulations ex-ante

Le SSP continuera de répondre aux demandes de chiffrages et d'éléments quantitatifs émanant des services en charge de l'élaboration des politiques publiques agricoles, notamment celles concernant les dispositifs d'aides directes et les mesures fiscales. La poursuite des réflexions sur la révision du zonage des zones défavorisées simples et l'évolution éventuelle des conditions d'attribution de l'aide appellera de nouveau des travaux de simulations et de chiffrages concernant l'ICHN.

Plusieurs travaux seront conduits dans la perspective du nouveau cadre budgétaire européen et de la PAC 2020, en particulier sur les questions d'amélioration de la performance environnementale de l'agriculture et de gestion des risques. La veille française et internationale

sur les travaux conduits sur ces deux sujets sera approfondie. L'analyse de la variabilité inter-annuelle du résultat des exploitations et du dimensionnement budgétaire de différents dispositifs de prise en charge de cette variabilité sera poursuivie dans le cadre des réflexions sur les outils de gestion des aléas. D'autres simulations pourront être conduites, à partir du modèle Magali ou à partir des données européennes du RICA.

Le chantier de réflexions sur la fiscalité agricole pourra demander également la mobilisation des données RICA, des déclarations fiscales dans le cadre du régime des bénéficiaires réels agricoles et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP).

Évaluations in itinere et ex post

Les principaux enseignements du rapport sur l'évaluation du Programme de développement rural hexagonal (PDRH), achevé en 2017, seront valorisés dans la collection *Analyse* avec trois publications sur la méthode de l'évaluation, les réalisations du programme et ses résultats. D'autres publications thématiques, réalisées avec les prestataires de l'étude, pourraient être diffusées.

L'appui du SSP dans l'évaluation des programmes communautaires de consommation de fruits, de produits laitiers et de légumes à l'école et dans l'évaluation de l'expérimentation sur l'affichage obligatoire de l'origine des laits et viandes comme ingrédients se poursuivra.

Une évaluation de la réforme de l'ICHN de 2015, mobilisant des méthodes de microéconométrie d'évaluation des politiques publiques, sera réalisée.

1.7. Environnement, transition écologique

Les deux études évaluatives conduites en 2017 sur la prise en compte de l'agro-écologie dans les programmes régionaux de développement rural et dans les filières seront valorisées dans la collection *Analyse*.

Le travail mené avec le Cnis sur le développement d'indicateurs de suivi de l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) en France sera poursuivi. Une synergie sera recherchée entre les travaux conduits dans le cadre des ODD et le tableau de bord de l'état agro-écologique de la ferme France dont les indicateurs seront actualisés.

La démarche d'évaluation de la MAEC systèmes pastoraux de la région Rhône-Alpes, conduite dans le cadre du programme ministériel d'études, sera valorisée dans la collection *Analyse*.

Plusieurs études s'intéresseront au lien entre environnement et santé. Une note fera ainsi un point sur les intolérances et allergies en définissant ces notions, en interrogeant les causes et les conséquences notamment économiques (en termes de marchés alimentaires) et sociologiques (impacts sur le modèle alimentaire français, complications des prises alimentaires, surtout pour les enfants, etc.).

1.8. Systèmes alimentaires et conduites alimentaires

Depuis plusieurs années, le regard porté sur les systèmes alimentaires évolue et se renverse, l'accent étant moins mis sur les politiques de production et d'offre, et plus sur les conditions d'élaboration et d'expression des besoins et demandes des consommateurs. Dans ce cadre, il apparaît nécessaire de comprendre les moteurs et les déterminants des évolutions des conduites alimentaires, de connaître les populations concernées, d'envisager les implications pour les systèmes alimentaires et leurs acteurs, de travailler sur les politiques publiques jouant, directement ou indirectement, sur l'alimentation. Pour cela, plusieurs actions, articulées entre elles et en cohérence avec les travaux réalisés jusqu'à présent, sont envisagées pour 2018.

Au delà de la veille thématique qui sera maintenue, l'outil de suivi des tendances de consommations alimentaires sera consolidé. Il s'agit de faire vivre la « banque de tendances » constituées dans le cadre de la prospective *MOND'Alim 2030* et de l'étude « *Comportements alimentaires de demain* » en mettant en place un outil simple de recueil des données alimentant leur mise à jour et de travailler sur l'identification des signaux faibles. Ce travail sera complété par un retour d'expérience sur l'utilisation des outils développés dans le cadre de l'étude « *Comportements alimentaires de demain* ».

Le numérique fait partie des évolutions sociétales ayant un impact fort sur les conduites alimentaires. Une étude dans la collection *Analyse* fera un tour d'horizon des connaissances scientifiques actuelles sur les implications de l'offre d'outils numériques (applications, comparateurs, objets connectés, etc.) pour les conduites alimentaires (accès à l'information, gestion du quotidien, modes d'expression, etc.).

Une autre étude est envisagée sur la thématique « métropolisation et alimentation », afin d'interroger le rôle à venir des métropoles dans les politiques alimentaires : processus de métropolisation, effacement de certaines distinctions urbain / péri-urbain / rural, développement de politiques alimentaires par des collectivités locales, positionnement de l'alimentation au croisement de multiples enjeux dans le contexte urbain...

Un chantier court pourrait être lancé sur les différents champs possibles de la proximité et leurs implications pour les systèmes alimentaires et les politiques publiques.

1.9. Inflexions, crises, ruptures

Un thème important de travail pour 2018 sera celui des inflexions, crises et ruptures. Dans un monde caractérisé par des instabilités nouvelles ou résurgentes (montée des populismes, régionalismes, Brexit, retour des frontières), il s'agira d'apporter à la décision publique des éclairages tant conceptuels qu'empiriques sur ces notions, afin de les mettre en perspective, d'en analyser les ressorts et d'en tirer des leçons.

Une publication cherchera ainsi à explorer et clarifier les concepts d'inflexions, de ruptures et de crises dans les systèmes agroalimentaires, et plus largement dans les champs de compétence du ministère. Une étude fera le point sur les enjeux agricoles liés au Brexit tandis qu'une autre analysera les outils de gestion des crises, et en particulier les outils de stabilisation des revenus, développés au Canada. Une note pourrait aussi s'intéresser aux enjeux que représentent les restructurations dans le secteur semencier, en faisant le point des connaissances sur le lien entre la concentration dans ce secteur et les enjeux d'innovation, de durabilité.

1.10. Analyse spatiale et économie géographique des espaces agroalimentaires

Un nouveau chantier collectif de prospective sera lancé au cours de l'année. Ce chantier pourrait porter sur les espaces et territoires des systèmes alimentaires, avec des approches mobilisant l'économie géographique et l'analyse spatiale. Comme les précédents, il reposera sur un groupe d'une vingtaine de personnes et débouchera sur la rédaction d'un ouvrage final après environ une année de travaux.

II. Le SSP au service de la modernisation de l'action publique

La modernisation et la simplification des processus statistiques restera un axe important du SSP, avec le souci d'alléger la charge pour les enquêtés ainsi que le coût et les délais de production de l'information statistique.

2.1. Modernisation et sécurisation du processus de production statistique

Rénovation des applicatifs de collecte

A compter de septembre 2018, la collecte de l'enquête mensuelle « Stocks Pommes Poires » s'effectuera par internet.

Mobilisation de données administratives et évolution des enquêtes

Les données sur les permis de construire (Sitadel) seront mobilisées, en complément des autres sources administratives, pour l'échantillonnage des points de l'enquête *Teruti*.

La réflexion amorcée en 2017 sur l'opportunité de mobiliser les données issues des sociétés de pesage et de classification (UNIPORCS...) pour alléger la collecte de l'enquête sur les abattages de porcs, se poursuivra de même que l'expertise des bases de données relatives aux élevages d'ovins et caprins, dans la perspective d'améliorer les bases de sondage des enquêtes Cheptels.

La démarche visant à améliorer et sécuriser le dispositif de validation des enquêtes se poursuivra en 2018. A la suite de l'expérience réalisée sur l'enquête sur les pratiques phytosanitaires en viticulture, l'application facilitant la validation (Suival) sera mobilisée pour les enquêtes sur les pratiques culturales en grandes cultures et prairie, sur *Teruti* et sur les pratiques phytosanitaires en légumes.

Développement d'un cadre qualité

La mise en œuvre des lignes directrices qualité définies pour l'Insee et les SSM se poursuivra en 2018. En début d'année, un document précisant la stratégie qualité du SSP à l'horizon 2019 sera ainsi élaboré. Ce document identifiera notamment les processus statistiques les plus structurants sur lesquels une analyse des risques et des démarches qualité approfondies seront menées.

2.2. Allègement de la charge

Afin d'alléger la charge de collecte pour les enquêtés, deux échantillons rotatifs seront mis en place en 2018, l'un pour l'enquête Cheptel ovine, l'autre pour l'enquête Terres labourables. S'agissant des volailles, l'enquête trimestrielle sur la découpe de volailles sera arrêtée et l'enquête mensuelle sur les abattages volailles allégée avec la suppression des variables de découpe et de stocks. En effet, après expertise, il s'avère que l'information sur la découpe n'est pas nécessaire mensuellement pour les besoins de la conjoncture et peut être approchée annuellement à partir de l'enquête Prodcum sur les viandes et produits élaborés de volailles. Un nouvel échantillon sera mis en place pour l'enquête annuelle Qualité auprès des abattoirs de volailles en vue notamment d'éviter les doubles interrogations qui pouvaient exister entre le SSP et les DDCSPP pour les abattoirs de faible capacité.

Des contacts seront pris avec des éditeurs de logiciels privés de gestion des parcelles en vue d'expertiser la possibilité de mobiliser ces nouvelles sources de données pour imputer une partie des données collectées par les enquêtes sur les pratiques culturales, voire calculer des IFT annuels redressés.

L'expertise sur l'allègement de la charge de réponse aux enquêtes de branche annuelles et mensuelles menées auprès des industries agroalimentaires sera poursuivie dans la perspective du passage au Comité du label de ce dispositif d'enquêtes pour la période de collecte 2020-2024. Une évolution vers un dispositif unifié, recentré sur les questions européennes et assuré en gestion directe par le SSP, est envisagé. Une concertation sera organisée à ce sujet avec les organisations professionnelles.

A compter de 2018, les échéances de remontées de la statistique agricole annuelle seront revues avec le passage de 3 à 2 remontées annuelles en cohérence avec les demandes d'Eurostat.

2.3. Modernisation de la diffusion des données

Le site Disar rénové, qui permet la production de tableaux multidimensionnels, sera ouvert au public au cours du 1^{er} trimestre 2018. Les travaux de refonte du site Agreste se poursuivront en vue d'une ouverture d'un site rénové fin 2018 ou début 2019.

Les publications du SSP prévues pour 2018

Graph Agri, édition 2018

Mémento de la statistique agricole, édition 2018

Agreste Primeur

Publications régulières

La production commercialisée des IAA en 2017

Récolte et première transformation de bois en 2017

La consommation d'énergie dans les IAA et scieries en 2016

Les dépenses de protection de l'environnement dans les IAA et scieries en 2016

Les résultats économiques des exploitations en 2017

Autres publications

La structure des exploitations en 2016 : premiers résultats

Les pratiques d'élevage en 2015

Agreste Les Dossiers

Rapports présentés à la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation – session de juillet 2018

Rapports présentés à la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation – session de décembre 2018

L'innovation dans les entreprises agroalimentaires en 2014

Les entreprises agroalimentaires : comparaisons européennes

La filière « viande ou lait » des IAA

Agreste Chiffres & Données

Statistiques sur l'aviculture en 2016

RICA France : tableaux standards 2016

Pratiques d'élevage 2015 : élevages de porcins

Pratiques d'élevage 2015 : élevages de volailles

Pratiques d'élevage 2015 : élevages d'ovins et de caprins

Le bilan annuel de l'emploi agricole : résultats 2016 et estimations 2017

Pratiques phytosanitaires en viticulture : campagne 2016

La production commercialisée des IAA en 2017

Enquête annuelle laitière 2017

Technologies de l'information et de la communication en 2017

Données structurelles et économiques sur les IAA : résultats 2015 et 2016 à partir du dispositif Esane

Matières premières 2016 et 2017

Agreste Conjoncture

4 panoramas et 1 Bilan conjoncturel annuel

190 Info-rapides (uniquement mis en ligne) : climatologie, prairies, grandes cultures, légumes, fruits, viticulture, animaux de boucherie et aviculture, lait, bois et dérivés, prix et intrants, commerce extérieur.

Analyse

Valorisation d'études financées par le Ministère

L'utilisation des marchés à terme par les acteurs commerciaux exposés à la volatilité des marchés des grains et du sucre

Prospective de la production laitière en zone AOP Comté

Économiser l'eau pour l'irrigation par les changements de pratiques agricoles

Opportunités et risques commerciaux pour la France et l'UE dans la perspective d'accords de libre échange
- cas des filières d'élevage en Australie et Nouvelle-Zélande

Le dispositif évaluatif de la mesure agroenvironnementale individuelle systèmes herbagers et pastoraux en zone de montagne Rhône-Alpes

Accords de Partenariats Économiques (APE) : opportunités et risques pour les filières agricoles françaises et ouest-africaines .

Autres études

MOND'Alim 2030 : les acteurs de la mondialisation des systèmes alimentaires

MOND'Alim 2030 : Régulations et gouvernance des systèmes alimentaires

Évaluation *ex post* du PDRH 2007-2013 : principaux enseignements

Numérique et alimentation : enjeux et défis

Métropolisation et alimentation : quel rôle des métropoles dans les politiques alimentaires ?

Allergies et intolérance alimentaire : état des lieux et conséquences possibles

Le « gouvernement des conduites »

Panorama des instruments de gestion des risques et des crises en agriculture

Les outils de stabilisation des revenus : l'exemple du Canada

Blockchain et systèmes alimentaires

Les nanotechnologies dans l'alimentation : quel potentiel de développement à l'horizon 2030 ?

Les financements innovants en agriculture

La « nouvelle biologie » : perspectives pour l'agriculture et l'alimentation

Les métiers de la santé animale : enjeux et perspectives

L'agriculture urbaine : promesses et précautions

L'agriculture en Argentine

Les enjeux fonciers en Ukraine

PAC et subsidiarité

Les risques sanitaires en forêt

Revue Notes et études socio-économiques

Semestre 1 : articles sur des thèmes variés

Semestre 2 : articles sur des thèmes variés

Documents de travail

Le rapport Homme-Animal

Le modèle MAGALI 2.0 : caractéristiques et exemples d'utilisation

Rapport

Actif Agri : panorama des dynamiques et évolutions des emplois et des activités agricoles

Annexe : Activités récurrentes du SSP

Au delà des activités spécifiques à une année, l'activité du SSP est rythmée par plusieurs travaux réguliers qui permettent notamment de répondre aux règlements européens. Ainsi de nombreuses opérations statistiques récurrentes permettent de fournir des informations régulières sur la situation conjoncturelle, l'occupation des sols, les structures de production, les productions et les prix, les pratiques et les résultats économiques.

Les informations mises à jour annuellement ou infra-annuellement sont listées ci-après :

Utilisation des sols

- Occupation et utilisation des sols (*enquête Teruti*)

Production

- Surfaces, rendements et production par cultures (*enquête Terres labourables et Statistique Agricole Annuelle - SAA*)
- Rendement des prairies temporaires et permanentes (*dispositif ISOP*)
- Abattages, cheptels et productions animales (*enquêtes abattages, enquêtes accouveurs, enquêtes cheptel*)
- Production mensuelle dans les IAA (*enquêtes de branche contribuant à l'Indice de la production industrielle - IPI*)
- Productions commercialisées des industries agroalimentaires (*enquêtes de branche contribuant à l'Indice de la production commercialisée - Prodcom*)
- Production et commercialisation des produits issus des exploitation forestières et scieries (*enquêtes de branche exploitations forestières et scieries*)
- Collecte de lait et fabrications de produits laitiers (*enquêtes mensuelle et annuelle laitières*)
- Production aquacole (*enquête aquaculture*)

Prix

- Indice des prix des produits agricoles à la production (*IPPAP fruits et légumes contribuant à l'IPPAP*)
- Prix des consommations intermédiaires des agriculteurs (*enquête EPCIA, contribuant à l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole IPAMPA*)
- Prix des transactions sur les terres à usage agricole (*dispositif valeur vénale des terres*)
- Prix des bois ronds (*enquêtes prix des bois*)

Pratiques agricoles et agroalimentaires

- Dépenses de protection de l'environnement dans les IAA (*enquête Insee*)
- Comportements d'innovation et utilisation des technologies de l'information et de la communication dans les IAA (*enquêtes TIC et innovation de l'Insee*)

Performances économiques de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la pêche

- Résultats économiques des exploitations agricoles (*RICA*)
- Structure et résultats économiques des industries agro-alimentaires (*ESANE*)

Tout au long de l'année, des publications conjoncturelles permettent des estimations précoces de production ou des analyses conjoncturelles sur les thématiques suivantes : grandes cultures et fourrages, légumes, fruits, viticulture, bois et dérivés, animaux de boucherie, aviculture, lait, IAA, climatologie, coûts de production, prix agricoles et alimentaires, commerce extérieur agroalimentaire, consommation.

Le SSP a également une activité de veille mensuelle sur les sujets d'intérêt du ministère.